

AVANT-GARDE

Collectif révolution permanente au Canada

Les élections fédérales d'octobre 2019 2

GM ferme l'usine d'Oshawa 4

Algérie : ouvrir une perspective démocratique,
collectiviste et internationaliste 6

Armée turque, hors de Syrie ! 11

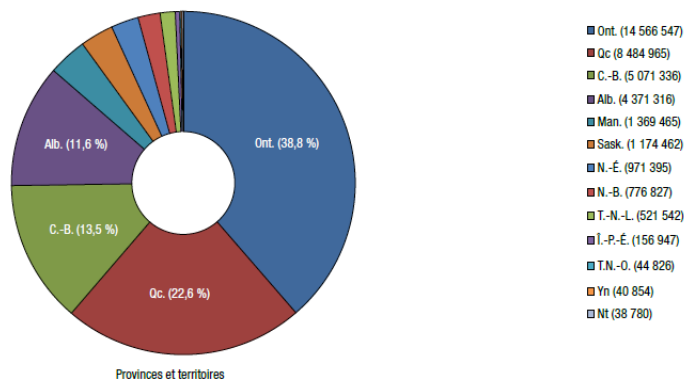
ABC du marxisme : les élections 12



LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES D'OCTOBRE 2019

Partis	2015	2019
Parti conservateur (PCC)/Conservative Party	31,9 %	34,4 %
Parti libéral (PLC)/Liberal Party	39,6 %	33,1 %
Nouveau parti démocratique (NPD)/New Democratic Party	19,7 %	15,9 %
Bloc québécois (BQ)	4,7 %	7,7 %
Parti vert (PV)/Green Party	3,4 %	6,5 %
Parti populaire du Canada (PPC)/People's Party of Canada	—	1,6 %

Distribution de la population selon la province ou le territoire, 1^{er} juillet 2019



Les dernières élections fédérales canadiennes, qui eurent lieu le 21 octobre 2019, concernaient 27,4 millions d'électeurs. Le taux de participation fut de 66 %, soit 2,3% de moins qu'en 2015. Elles résultèrent en la désignation par la nouvelle Chambre des communes d'un gouvernement minoritaire du Parti libéral du Canada/Liberal Party of Canada de Justin Trudeau qui a plus de députés (157 sièges) mais moins de voix que son rival traditionnel, le Parti conservateur du Canada/Conservative Party of Canada (121 sièges).

UN ÉTAT DE PLUS EN PLUS ÉCARTELÉ

Le Canada a connu trois gouvernements minoritaires dans les années 2000, le premier en 2004 sous la houlette des libéraux dirigés par Paul Martin et les deux autres en 2006 et 2008 sous la direction du Parti conservateur de Stephen Harper. C'est un signe de crise de la représentation politique qu'éprouve la bourgeoisie canadienne car non seulement elle est divisée, comme toutes les autres, sur la manière de dominer les autres classes sociales, mais elle est aussi fragilisée par les tensions contradictoires qu'elle subit de la part de plus grandes puissances impérialistes, surtout du puissant voisin terrestre, les États-Unis, et de l'impérialisme émergent dans la zone de l'Océan Pacifique, la Chine [sur le nouveau traité ACEUM, voir *Avant-Garde* n° 4, hiver 2018-2019].

Ainsi, le premier ministre Trudeau (PLC) avait cédé à la pression étasunienne en arrêtant le 1^{er} décembre 2018 la directrice financière et vice-présidente du groupe chinois des télécommunications Huawei qui est actuellement en résidence surveillée à Vancouver dans une de ses somptueuses villas.

Nous avons jusqu'à présent de très bonnes relations avec la Chine. Nos échanges étaient en pleine croissance. En arrêtant Meng Wanzhou, le Canada a mis la Chine en colère. Depuis, elle cherche des moyens d'exprimer son mécontentement. (Mike von Massow, professeur à l'université de Gueph, cité par *Mediapart*, 27 septembre 2019)

L'État chinois a arrêté deux ressortissants canadiens en décembre 2018, il a bloqué les importations de graines de colza en mars 2019, il a suspendu celles de viande de porc en juin. Les agriculteurs sont touchés alors que l'industrie pétrolière et gazière est, quant à elle, plutôt dépendante des achats des États-Unis et dans une moindre mesure de l'Europe.

Les rapports contradictoires avec les bourgeoisies étrangères nourrissent les forces centrifuges de la province à majorité francophone mais aussi des provinces à majorité anglophone.

L'Alberta et le Saskatchewan ont depuis longtemps été irrités par la plus grande influence des provinces plus peuplées de l'Ontario et du Québec. Leur colère a grandi depuis 2014, quand le prix mondial du pétrole a dégringolé, causant des difficultés régionales. (*The Economist*, 26 octobre 2019)

Le pays est profondément divisé, ce que montre le résultat des élections, le mouvement séparatiste reprend de la vigueur dans l'ouest canadien, le bilinguisme officiel est jugé trop coûteux, les droits des francophones sont attaqués notamment en Ontario, etc.

LES FRÈRES ENNEMIS DE LA POLITIQUE BOURGEOISE FÉDÉRALE

Le Parti libéral du Canada/Liberal Party of Canada a réussi à conserver le pouvoir tout en perdant des votes

et des sièges à la Chambre des Communes. Il est passé de 177 circonscriptions à 157 et son gouvernement est devenu minoritaire, c'est-à-dire qu'il peut tomber si les partis d'opposition rejettent en bloc ses projets de loi. Contrairement à ses promesses lors des élections de 2015, il n'a rien fait pour garantir de meilleures conditions de vie aux peuples autochtones et établir avec eux de nouvelles relations. Tant que le capitalisme sera en place, les Premières Nations seront condamnées à vivre sous le joug de la bourgeoisie canadienne, anglophone et francophone, et leurs membres seront traités comme des citoyens de seconde zone. Nous devons bien sûr appuyer toute mesure qui peut améliorer leur sort, mais tout en gardant en tête que la véritable solution aux problèmes des autochtones ne peut venir que d'une révolution prolétarienne victorieuse.

Trudeau a régulièrement dénoncé les accointances de ses concurrents du Parti conservateur du Canada/Conservative Party of Canada avec les compagnies pétrolières de l'Ouest canadien. Il les accusait de nuire à l'environnement avec leurs projets pétroliers pour développer les sables bitumineux de l'Alberta. Mais en 2018, son gouvernement n'a pas hésité à acheter l'oléoduc Trans Mountain de la compagnie Kinder Morgan qui traversait de sérieuses difficultés financières. Trudeau a ainsi rendu possible la poursuite de la construction de cet oléoduc de l'Alberta jusqu'en Colombie-Britannique sur la côte du Pacifique. Peu importe leur couleur et leurs pieux discours, tous les partis bourgeois sont résolus et engagés à défendre les profits des capitalistes. L'environnementalisme bourgeois est une duperie pour rallier la jeunesse scolarisée et les travailleurs et les travailleuses qualifiés sous son drapeau et les détourner de la lutte des classes. Les libéraux ont montré plus d'une fois qu'ils ne valaient guère mieux que les adversaires conservateurs.

Quant au Parti conservateur dirigé par le catholique pratiquant et anti-avortement Andrew Scheer, il s'est beaucoup concentré sur la baisse des impôts et la réduction du budget fédéral de l'ordre de 58 milliards \$, ce qui veut dire davantage d'austérité pour la classe ouvrière. La question de l'avortement a surgi au cours de la campagne électorale, mettant Scheer dans l'embarras, lui qui voulait éviter le sujet.

S'il a été réticent à s'affirmer lors du premier débat des chefs en français, Andrew Scheer a clarifié jeudi sa position sur l'avortement. « Je suis personnellement pro-vie », a déclaré le chef conservateur sans hésiter, accusant au passage les libéraux de vouloir « diviser les Canadiens ». (Radio Canada, 3 octobre 2019)

L'avortement a été complètement illégal au Canada jusqu'en 1969, quand Pierre Elliott Trudeau a promulgué le Bill Omnibus qui autorisait l'avortement si la santé et la vie de la mère étaient en jeu. Un comité de médecins

devait donner son consentement. En 1988, la Cour suprême a complètement décriminalisé l'avortement qui est maintenant financé par l'État. Les risques que le gouvernement canadien annule ce droit sont faibles en ce moment et ce même sous la houlette du Parti conservateur, mais nous devons demeurer vigilants surtout dans une époque d'austérité et de réaction.

LE SUCCÈS DU PARTI BOURGEOIS QUÉBÉCOIS INDÉPENDANTISTE

Le seul parti qui a fait des gains importants est le Bloc Québécois : il est passé de 10 députés élus à 32 sur un total de 78 circonscriptions dans la Belle Province alors qu'en 2011 il avait été presque rayé de la carte avec seulement 4 élus.

C'était l'étiquette électorale du principal parti nationaliste bourgeois et indépendantiste même s'il a été discret sur la question de l'indépendance du Québec tout au long de la campagne électorale. Le BQ a été fondé au début des années 1990 pour devenir le pendant du Parti Québécois sur la scène politique fédérale canadienne et préparer l'accession du Québec à l'indépendance en vue du référendum de 1995 qui s'est soldé finalement par une victoire très serrée du Non.

Devant le recul progressif du soutien à l'indépendance du Québec, avec des hauts et des bas, le Bloc s'est concentré sur la défense des « intérêts québécois » au parlement canadien. Le discours du BQ était centré sur « la laïcité », en fait la xénophobie qu'il partage avec le gouvernement CAQ du Québec. Car, que ce soit avec le PL, le PQ ou la CAQ, les établissements des Églises chrétiennes reçoivent toujours la manne de l'argent public.

Selon le comité d'experts chargés d'analyser le financement des commissions scolaires, le réseau privé est financé à hauteur de 75 %. (Le Soleil, 12 juin 2014)

Le PQ a voté la loi 21 [voir *Avant-Garde* n° 5, printemps 2019], ainsi qu'une défense des intérêts supposés et des champs de compétence du Québec face aux prétendus empiètements du gouvernement fédéral et le PQ a mis le Bloc au service du gouvernement CAQ.

Peu importe le parti politique au pouvoir à l'Assemblée nationale, le mandat du Bloc québécois est « d'être le porteur de la voix du Québec à Ottawa », a estimé M. Blanchet en point de presse à Montréal, à sa sortie du bureau du premier ministre du Québec. (Le Devoir, 16 février 2019)

L'APPARITION DE PARTIS « POPULISTES »

La démocratie parlementaire est fragilisée dans le monde entier avec des restrictions aux libertés démocratiques et une poussée de personnages et de partis populistes, cléricaux, xénophobes ou fascisants. Le Ca-

nada semble y échapper avec le maintien de l'alternance libéraux-conservateurs au niveau fédéral mais il n'y échappe pas totalement comme le prouvent le surgissement de la Coalition avenir Québec en 2011 et celui du Parti populaire du Canada/People's Party of Canada en 2018.

Les élections d'octobre 2018 au Québec ont permis à la CAQ, une rupture sur la droite du PQ, de gouverner avec plus de 37 % des voix la province [voir *Avant-Garde* n° 4, automne 2018]. Elle était absente des élections fédérales.

Par contre, le PPC, une rupture sur la droite du PCC/CPC a participé pour la première fois aux élections fédérales. Tout aussi partisan de la restriction de l'immigration que la CAQ, mais pas sur la base de la même langue, il n'a obtenu que 1,64 % des voix et aucun siège.

LE RECUL DU PARTI RÉFORMISTE PANCANADIEN

Le Nouveau Parti démocratique/New Democratic Party, le seul parti ouvrier à l'échelle de tout le Canada, est de type social-démocrate. Son chauvinisme canado-anglais a facilité l'emprise du nationalisme bourgeois au Québec. Le NPD conserve néanmoins une base ouvrière et des liens avec les syndicats, comme celui de Unifor (travailleurs canadiens de l'automobile). Un soutien électoral peut lui être apporté ainsi qu'à Québec solidaire [sur QS, voir *Avant-Garde* n° 2, été 2018], faute de candidats prolétariens révolutionnaires, à condition de critiquer de manière impitoyable et sans concession sa ligne et de combattre, au sein des syndicats, les bureaucraties corrompues et intégrées.

Durant la campagne électorale, il promettait des mesures sociales comme un programme national d'assurances-médicaments et davantage d'investissements pour la construction de logements sociaux, mais sans aucune référence à la classe ouvrière, se contentant de défendre les intérêts des « gens ordinaires » face aux riches et puissants.

C'est typique des partis ouvriers bourgeois de nos jours que d'escamoter complètement la classe ouvrière au profit de concepts sans contenu de classe. Le NPD a même retiré toute référence au socialisme et à la propriété sociale des moyens de production depuis 2013. Le NPD, qui a déjà soutenu un gouvernement libéral minoritaire entre 1972 et 1974 à l'époque du premier ministre Pierre Elliott Trudeau, père de Justin Trudeau, n'y fait pas exception du tout, bien au contraire.

Le très timoré PDN/NPD a subi une grande dégringolade lors de ces élections passant de 39 députés à 24 pour l'ensemble du Canada et au Québec de 14 à un seul.

Ce qu'il restait de la vague orange de 2011 a pratiquement été effacé de la carte électorale au Québec. Le Nouveau Parti Démocratique n'a pu y faire élire qu'un seul candidat, alors qu'il a réussi à maintenir une bonne part de ses acquis dans le reste du Canada. Le chef du NPD, Jagmeet Singh, assure qu'il n'abandonnera pas la province pour autant. (Radio-Canada, 22 octobre 2019)

Il semble avoir perdu des voix au profit du Parti vert/Green Party, qui brouille encore plus les lignes de classe, voire du BQ aux relents xénophobes grandissants.

La classe ouvrière a besoin de libertés démocratiques, mais le parlementarisme bourgeois n'a rien à lui apporter. Les élections, dans le capitalisme, servent à choisir qui gèrera les intérêts de la classe dirigeante capitaliste ; elles apportent aussi plus de légitimité et de stabilité à l'État que les régimes d'exception.

Contrairement aux partis réformistes et aux organisations semi-réformistes Alternative socialiste [sur AS, voir *Avant-Garde* n° 1, printemps 2018], Gauche socialiste, Riposte socialiste, Socialisme international... nous, communistes révolutionnaires, ne cultivons pas d'illusions sur une quelconque possibilité de parvenir à des changements sociaux en faveur des travailleuses suite à des élections tenues dans le cadre de l'État bourgeois.

La tâche principale à l'heure actuelle est de rassembler les éléments communistes dispersés pour construire un parti ouvrier indépendant de la bourgeoisie, révolutionnaire et internationaliste, qui prenne la tête des luttes du prolétariat canadien et de tous les opprimés pour renverser le système capitaliste et le remplacer par une société socialiste mondiale sans classes.

31 octobre 2019



taux de chômage, Statistique-Canada, 6 décembre 2019

GENERAL MOTORS FERME L'USINE D'OSHAWA

À la fin du mois de novembre 2018, le géant américain de l'automobile General Motors a annoncé la fermeture de son usine située à Oshawa dans la province de l'Ontario. Plus de 2 600 travailleur-euses sont concernées par cette annonce dramatique qui est prévue pour décembre 2019. Quatre autres usines seront également touchées aux États-Unis, dont celle de Détroit, une ancienne citadelle du mouvement ouvrier aujourd'hui exsangue. Il y aurait 12 000 pertes d'emplois au total dans les secteurs de la production et de l'administration. GM invoque une volonté de restructuration de ses activités en se concentrant sur la fabrication de voitures autonomes et électriques alors que l'usine d'Oshawa fabrique des berlines.

Au mois de mai, GM a annoncé que 300 emplois (sur 2 600, sans compter ceux des fournisseurs comme Syncreon, Ceva Logistics...) seraient conservés à l'usine d'Oshawa (*Radio-Canada*, 8 mai 2019). Mais ceci n'a pas miné la détermination des travailleur-euses à se battre pour tenter de sauver tous leurs emplois et tous leurs acquis sociaux.

GM a longtemps été le premier groupe automobile du monde. Un des signes du déclin des États-Unis comme puissance hégémonique est que GM est supplanté aujourd'hui par les groupes Toyota (qui produit au Cana-

da), Volkswagen et Daimler (qui n'ont que des activités commerciales au Canada).

En 2002, GM avait fermé son usine située à Boisbriand au nord de Montréal, après avoir reçu 15 ans plus tôt un prêt de 220 millions sans intérêts de la part des gouvernements canadien et québécois. Ce prêt a été remboursé en 2017 par la multinationale (*Le Devoir*, 5 avril 2017). Entretemps, GM a reçu l'aide de l'État américain en 2008-2009 (39,5 milliards de dollars américains) mais aussi de l'État canadien.

Le déclin de l'industrie automobile en 2008-2010 conduit le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Ontario à apporter des milliards de dollars pour soutenir GM et Chrysler; toutefois, lorsque ces entreprises réussissent à émerger du marasme dans lequel elles se trouvaient, le volume de leur activité au Canada s'est considérablement réduit. (L'Encyclopédie canadienne, 7 octobre 2017)

La stratégie des syndicats qui représentent les travailleur-euses de l'automobile en Amérique du Nord, United Automobile Workers (UAW) aux États-Unis et TCA-Union for Canada (Unifor) au Canada, mène tout droit à une défaite majeure pour la classe ouvrière.

La bureaucratie de l'UAW qui, au moment de l'apogée de l'impérialisme américain (et de l'apogée de GM



dans l'industrie automobile mondiale), justifiait sa corruption en obtenant des augmentations de salaire et d'autres avantages. Actuellement, elle ne sert qu'à négocier des reculs.

Avec la crise économique de 2008-2009, la politique des différents niveaux de salaires et d'avantages par entreprise s'est étendue à GM, Chrysler et Ford. Dans le cas du renflouement de GM et de Chrysler par le gouvernement fédéral, les dirigeants de l'UAW ont accepté les demandes du gouvernement à plus de sacrifices pour les travailleurs au motif que c'étaient les contribuables qui "sauvaient" l'entreprise. C'est ainsi que l'acceptation par l'UAW des différents niveaux de salaires a été négociée afin de sauver des emplois. Et bien sûr, Ford qui, pourtant n'avait pas fait faillite, a réclamé qu'il avait aussi besoin de ces concessions. Le Président de l'UAW Gary Jones a indiqué que les négociations contractuelles de 2019 étaient sur le point de commencer et il a laissé entendre que l'UAW était prête à faire des concessions pour que GM revienne sur sa décision de fermeture de plusieurs usines. (Dianne Feeley, « Aux États Unis les travailleurs de l'automobile face aux offensives patronales », NPA Auto Critique, 6 août 2019)

En plus, la direction de l'UAW refuse toute unité d'action avec Unifor. Si celui-ci organise des manifestations contre les licenciements collectifs, son appareil ne se situe pas sur un terrain très différent, sauf que son social-chauvinisme est canadien au lieu d'être étatsunien. En janvier, le président d'Unifor, Jerry Dias, a demandé aux consommateurs de boycotter les véhicules construits au Mexique, ce qui est une diversion réactionnaire par rapport aux décisions des capitalistes de GM.

Sur le site web d'Unifor, il y a depuis juin une campagne pour promouvoir l'achat canadien.

En réponse à l'escalade d'une guerre commerciale avec les États-Unis, Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au Canada, a lancé la campagne « J'achète canadien » pour offrir

une plateforme afin de partager des informations sur les produits qui soutiennent la fabrication locale et les emplois indirects qui y sont associés. (Unifor, 29 juin 2019)

La bureaucratie de l'Unifor fait donc la promotion du nationalisme canadien réactionnaire au détriment de la lutte des classes. La solidarité nationale entre les classes (contre la solidarité internationale entre exploités) aboutit toujours à des concessions des salariés pour assurer la rentabilité du capital qui, en l'occurrence, n'est même pas canadien.

Lors des négociations avec la direction de GM, les responsables syndicaux de l'Unifor tentent de convaincre leurs maîtres qu'ils se trompent sur la gestion.

La société a déclaré que les options suggérées par le syndicat, notamment la prolongation de la durée de vie des véhicules Chevrolet Impala et Cadillac XTS produits à l'usine ou le transfert de la production prévue pour le Mexique vers l'usine, ne sont pas économiques. David Paterson, vice-président des affaires générales chez GM Canada, a déclaré que le syndicat devrait plutôt collaborer avec l'entreprise sur des plans de transition pour les quelque 3 000 emplois touchés. (Presse Canada, 9 janvier 2019)

C'est une recette idéale pour une autre défaite ouvrière face à l'offensive patronale pour les restructurations et la destruction des acquis sociaux.

Pour gagner, il faut s'orienter vers des assemblées communes Unifor-UAW contre tout licenciement, vers la grève générale de tous les travailleurs canadiens de GM et de ses équipementiers avec ceux des États-Unis et de tous les pays, vers des organismes de lutte désignés par les assemblées communes. Cela posera le problème de l'expropriation de GM et des autres grands groupes capitalistes, de la réorganisation de l'économie pour supprimer le chômage et l'orienter vers la satisfaction des besoins, ce qui remettra en cause les frontières du Canada, des États-Unis et du Mexique.

Il ne s'agit pas de rejeter les syndicats, ce qui revient à laisser les mains libres aux agents de la bourgeoisie qui en ont pris le contrôle, mais il faut y combattre la politique erronée et traîtresse de leur bureaucratie corrompue qui conduit les luttes ouvrières à l'impasse et la défaite. La nécessité d'un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste basé sur l'exemple du Parti bolchevik dirigé par Lénine et Trotsky lors de la Révolution russe de 1917 est plus criante que jamais et c'est le but du Collectif révolutionnaire permanente (CoReP).

10 septembre 2019

CAMPAGNE DE BOYCOTTAGE DES VÉHICULES GM ASSEMBLÉS AU MEXIQUE

Unifor demande aux consommateurs de ne pas acheter de véhicules GM construits au Mexique. La raison ? Alors qu'elle fait des bénéfices records, GM veut fermer son usine d'Oshawa, mettant des milliers de travailleuses et travailleurs à la rue. En même temps, l'entreprise prend l'expansion au Mexique afin de profiter de la faible rémunération des travailleurs et de l'absence de droits de la personne et du travail.

« Comment savoir quels sont les véhicules assemblés au Mexique ? »
Vérifiez le numéro d'identification du

véhicule (NIV), s'il commence par 3, n'achetez pas !

En effet, chaque véhicule vendu au Canada ou aux États-Unis est doté d'un numéro d'identification unique. Un NIV est le code d'identification d'un véhicule précis et représente l'empreinte digitale du véhicule puisqu'il n'y a pas deux véhicules pareils sur la route ayant le même NIV. Un NIV est composé de 17 caractères (numéros et lettres majuscules) et af-



fiche les caractéristiques uniques, les spécifications et le constructeur du véhicule. Un NIV qui commence par « 3 » signifie que le véhicule a été construit au Mexique.

ACTION REQUISE :
Appuyez la campagne en ligne au www.assurance-medicaments.ftq.qc.ca

ACTION REQUISE :
Boycottez les véhicules GM assemblés au Mexique : si le NIV commence par 3, n'achetez pas !
Soutenez et renseignez-vous davantage sur la campagne en visitant le www.sauvonsOshawaGM.ca.

LES CAMPAGNES D'UNIFOR EN COURS

JANVIER 2019

ALGÉRIE : OUVRIR UNE PERSPECTIVE DÉMOCRATIQUE, COLLECTIVISTE ET INTERNATIONALISTE



Depuis le 16 février 2019, des manifestations massives et répétées (hirak) secouent l'Algérie, d'abord pour protester dans un premier temps contre la candidature d'Abdelaziz Bouteflika à un cinquième mandat présidentiel, ensuite contre son projet de se maintenir au pouvoir à l'issue de son quatrième mandat, enfin contre le maintien du « système » par le gouvernement des militaires et pour la libération des manifestants et des opposants emprisonnés.

LE « RÉGIME » ET LE CAPITALISME DÉPENDANT

À l'indépendance de l'Algérie, à la suite d'une longue et sanglante guerre menée par l'État français, le clergé musulman, la bourgeoisie locale, très réduite contrairement à la Tunisie et au Maroc, et son expression politique, l'appareil du mouvement nationaliste FLN, entendent empêcher la révolution sociale à laquelle aspirent confusément les ouvriers et les paysans pauvres qui se sont largement armés. Dès 1961, « l'armée des frontières » de Houari Boumediene, qui ne s'était guère battue contre l'armée française, mais était équipée par l'Égypte et l'URSS, s'empare de l'appareil d'État et désarme les masses. La population juive et d'origine européenne (plus espagnole et italienne que proprement française) quitte le pays, ce qui atrophie les forces productives dont la partie technique a été en partie détruite par les fascistes de l'OAS française.

Aucune organisation ouvrière ne s'oppose à la confiscation du pouvoir par l'appareil du FLN : le parti stalinien PCA, qui s'est longtemps opposé à l'indépendance, a pour consigne de la part de la bureaucratie du Kremlin d'empêcher toute révolution sociale, de soutenir le régime du FLN et de se contenter de faire pression pour que le nouvel État bourgeois s'allie à l'URSS.

Les deux fractions issues de la destruction de la 4^e Internationale (le SI de Pablo et Mandel, le CI de Hansen, Lambert et Healy) se sont toujours prononcées pour l'indépendance, alors que le groupe national VO-LO ne

le fait qu'en septembre 1958. Les deux fractions du PCI français, ainsi que la FCL, ont été réprimées pour cela par l'État français. Cependant, tout en se réclamant du « trotskysme », le CIQI comme le SIQI adhèrent au « front uni anti-impérialiste » qui est étranger au programme de 4^e Internationale et qui est antagonique à la stratégie de la révolution permanente. En pratique, les deux courants se sont soumis au nationalisme bourgeois et clérical : l'un à sa version MNA (de celui-ci viennent le PT et le COSI algériens actuels), l'autre à sa version FLN (dont est issu le PST). En 1961, le principal dirigeant de cette fraction (Michel Raptis, alias Pablo) devient même conseiller du premier ministre Ahmed Ben Bella. En 2010 et en 2018, le premier courant (EITP dirigé par Daniel Gluckstein) tiendra ses conférences internationales à Alger avec l'aide de l'UGTA et la complicité du régime militaire.

Une fois porté au pouvoir par l'Assemblée nationale constituante le 20 septembre 1962, Ben Bella emploie une rhétorique panarabiste et « socialiste », consent l'autogestion dans les grands domaines agricoles vacants (30 % des terres cultivées) et héberge la Tricontinentale de Castro et Guevara. La constitution est adoptée par l'Assemblée constituante le 28 août 1963 et ratifiée par référendum le 8 septembre (5,2 millions de *oui*, 100 000 *non*).

Le régime collabore en coulisse avec l'État français. Il interdit le PCA en novembre 1962 (il renaîtra sous le nom de PAGS). Il intègre la centrale syndicale UGTA à l'appareil d'État en janvier 1963. Il interdit une scission du FLN, le PRS de Mohamed Boudiaf, en août 1963. Il refuse toute autonomie à la Kabylie (la partie de l'Algérie peuplée par des Berbères), ce qui entraîne une scission du FLN (le FFS de Hocine Aït Ahmed) qu'il réprime en octobre 1963.

Une fois la situation stabilisée, l'état-major de Boumediene et de son adjoint Abdelaziz Bouteflika se débarasse en janvier 1965 de Ben Bella et des « pieds rouges », les militants étrangers qui pensaient naïvement aider la construction du socialisme en Algérie. La classe capitaliste est liée dès lors étroitement aux sommets de l'armée. Le parti unique FLN sert de couverture politique à l'armée et s'attribue tout le mérite de la lutte pour l'indépendance. Le capitalisme algérien accumule peu. Il reste dépendant et se développe surtout en parasite du capitalisme mondial, accaparant la rente que la lutte populaire lui a permis de confisquer à la bourgeoisie impérialiste

française. Aujourd'hui, la vente de pétrole et de gaz procure 95 % des recettes extérieures de l'Algérie et 60 % du budget de son État.

Pour se protéger du mécontentement social, la classe dominante fait des concessions sur le prix des produits de base et joue sur le nationalisme, mais aussi de plus en plus sur la religion, comme la plupart des régimes bourgeois arabes à l'époque. Ainsi, en 1984, le régime revoit le Code de la famille sur la base de la charia.

En 1988, quand la jeunesse se soulève, elle est écrasée par le régime militaro-policié. Les élections libres de 1991 aboutissent à la victoire de la principale force d'opposition qui repose sur le réseau des mosquées, le FIS. Le régime annule les élections et déclenche une guerre civile dont la population fait les frais, *Le Monde* chiffre à 100 000 le nombre de tués. Le PT signe en 1995 avec la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADDH), le FLN, le FFS, le MDA, la Renaissance islamique (En Nahda) et le FIS la plateforme de Sant'Egidio (ou contrat de Rome) entièrement dans le cadre du capitalisme et de l'État bourgeois. Les partis bourgeois appuyés par la seule organisation politique ouvrière de taille significative, le Parti des travailleurs dirigé par Louisa Hanoune, y dénoncent ensemble « l'internationalisation » (partie F), appellent au respect de la constitution (partie E) et se réclament « des principes de l'Islam » (partie A).

L'armée organise une élection présidentielle avec une pluralité de candidatures. En 2001, les Kabyles se révoltent mais sont réprimés par le régime avec le soutien du PT au nom de l'unité de la nation.

LE HIRAK OUVRE UNE CRISE RÉVOLUTIONNAIRE

D'une ampleur inédite depuis des décennies, les manifestations de 2019 mélangent hommes et femmes, jeunes et vieux. Elles veulent se débarrasser de toute la clique qui dirige. Le PT et le PST, au lieu de les diriger dans cette voie, ouvrent à la bourgeoisie la solution de secours de l'assemblée constituante.

L'assemblée constituante est à l'ordre du jour... Les hommes d'affaires brisés par l'oligarchie auront leur place... Dans le sursaut des citoyens, il y a une volonté de préserver l'État national. (Louisa Hanoune, TSA, 4 mars 2019)

L'assemblée constituante vient de servir à paralyser les masses en Tunisie et en Égypte.

Il y a un plan idyllique, qui prétend réaliser le socialisme par la voie parlementaire, par la simple décision d'une majorité. Ce rêve rose ne tient même pas compte de l'expérience historique de la révolution bourgeoise ; sans parler du caractère spécifique de la révolution prolétarienne. (Rosa Luxemburg, *Assemblée nationale ou gouvernement des conseils ?*, 17 décembre 1918)

La mobilisation populaire fait échouer le cinquième mandat. Le général Ahmed Gaïd Salah, chef de l'armée algérienne et vice-ministre de la défense, fait démissionner Bouteflika le 2 avril pour tenter de sauver le régime honni dont il est lui-même un pilier. Abdelkader Bensalah, qui était président du Sénat, devient président par intérim pour 3 mois (il y est encore).

Les manifestants continuent cependant à se mobiliser, conspuant de plus en plus ouvertement Salah et tous ses soutiens. Ainsi, dans l'UGTA, la colère contre la direction de la centrale entièrement vouée aux gouvernements du capital s'organise. Une pétition nationale recueille 1 million de signatures pour dégager le secrétaire général Sidi Saïd, des rassemblements sont organisés devant le siège de l'UGTA à Alger qui culminent le 1^{er} mai avec des milliers de manifestants scandant : *Sidi Saïd dégage ! Sidi Saïd fait partie de la mafia ! Libérez l'UGTA !*

Pour trouver une légitimité politique qui lui fait défaut, le régime fait appel à un « Panel de dialogue et de médiation » avec une bonne partie des forces politiques bourgeoises algériennes (RND, FLN, FDJ, MSP, Talaie El Hourriyet...). De même, sous la pression des masses et pour essayer de canaliser leur colère, il incarcère des capitalistes liés à Abdelaziz Bouteflika (« oligarques ») et des anciens dignitaires, dont Saïd Bouteflika, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal.

Il s'en prend en même temps aux personnalités qui soutiennent le hirak : Louisa Hanoune, Lakhdar Bouregaa, Karim Tabbou... et commence à réprimer les manifestants, notamment ceux qui portent le drapeau amazigh (berbère). Salah Dabouz est agressé le 9 septembre à Ghardaïa par un homme cagoulé.

La crise politique est en partie nourrie par la baisse du prix du pétrole et du gaz qui diminuait les marges du régime. Menée par les militaires, les purges des parasites qui tiennent les entreprises se traduisent par une désorganisation qui aggrave la situation économique.

Des conglomérats qui aimaient se présenter comme des fleurons de l'entreprenariat privé vacillent, victimes du gel des commandes publiques pour certains, mais aussi des magistrats pour d'autres. (*Le Monde*, 7 septembre 2019)

Pour que le nettoyage des corrompus soit efficace, il faut l'intervention des ouvriers, des employés, pour prendre en main les moyens de production, pour fabriquer ce dont la population a besoin (l'Algérie importe la plus grande partie de ce qu'elle consomme), pour organiser le travail de tous (26 % des jeunes sont au chômage, 20 % des femmes). Il faut que le prolétariat prenne le pouvoir, ce que l'état-major veut évidemment empêcher et ce que redoute toute la bourgeoisie.

Pendant l'été, les manifestations décroissent mais de nombreuses grèves pour les salaires touchent les entreprises et des barrages bloquent les routes sur la question de l'eau, du logement, des coupures d'électricité, du chômage et du pouvoir d'achat. À Boumerdès et à Béjaïa, le « panel » des médiateurs est chassé.

À LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION BOURGEOISE

Deux regroupements de forces politiques (*Forces de l'alternative démocratique* et *Forces du changement*) se sont progressivement dessinés sur la scène politique algérienne pour le retour à l'ordre, pour préserver la propriété privée des moyens de production et l'État bourgeois qui la garantit. Ils diffèrent seulement sur la méthode pour y parvenir. De fait, en refusant d'ouvrir la voie à un gouvernement des travailleurs, à la révolution prolétarienne, ces coalitions permettent aux forces réactionnaires groupées autour des militaires d'avancer en dépit de la puissance du mouvement des masses.

D'un côté, les « Forces de l'alternative démocratique » sont composées d'un petit parti bourgeois provenant du FLN (UCP), de la LADDH, de partis nationalistes kabyles (RCD, FFS), des débris du stalinisme (MDS, PLD), d'organisations quasi-réformistes issues de la révision du programme de la 4^e Internationale (PT, PST). Ce bloc de type front populaire prêche le pacifisme et mise sur une assemblée constituante.

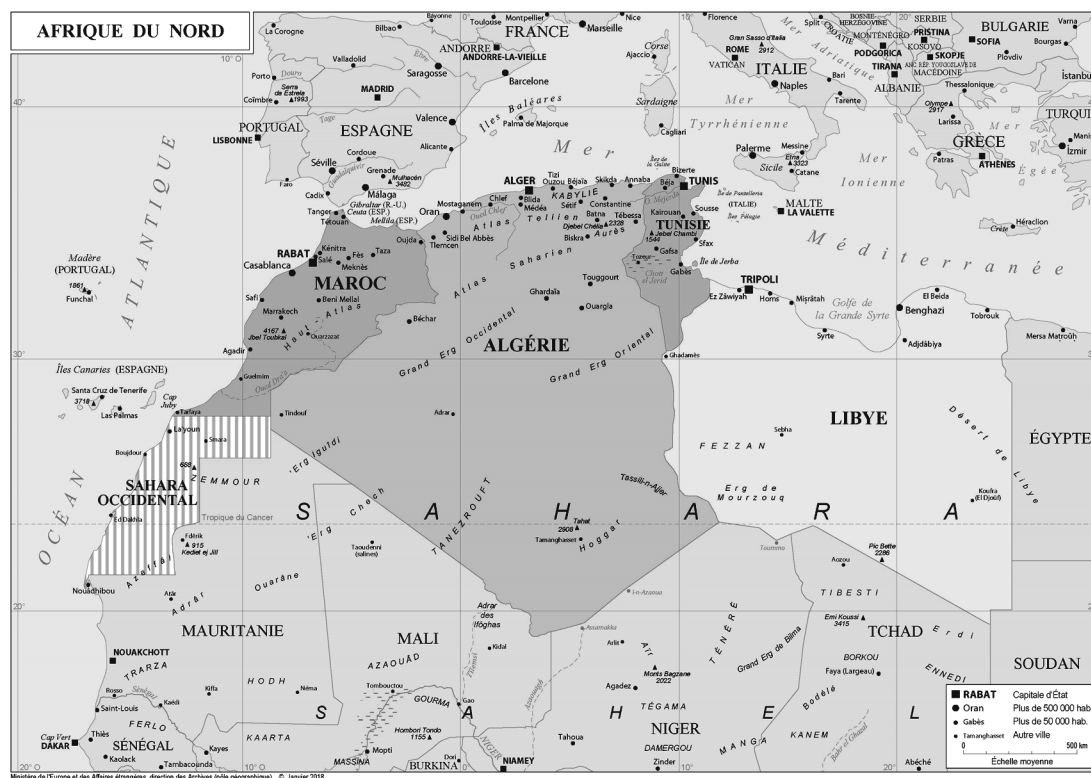
Nous partis politiques, personnalités et représentants de la société civile qui militent pour la souveraineté populaire et l'altern-

tive démocratique, réunis le 26 juin 2019 à Alger, saluons la mobilisation et la détermination du peuple algérien, plus que jamais décidé à imposer pacifiquement un changement radical du système autoritaire. Nous avons souligné la nécessité de préserver le caractère pacifique, unitaire et national du mouvement populaire dans le but d'instaurer un processus constituant souverain qui prend en compte les aspirations démocratiques et sociales de l'immense majorité du peuple. (El Watan, 26 juin 2019)

Si l'état-major dispose de l'armée et si les masses sont désarmées, qui va décider ?

L'autre pôle, les « Forces du changement », regroupe la majorité des partis de la bourgeoisie : les partis islamistes (FJD, El Binaa, MSP) et l'essentiel de la mouvance issue du FLN (FLN, RND, UFDS, Talaie El-Hourriye). Cette coalition se prononce pour l'élection présidentielle.

Le 23 juin, l'UGTA, dont la direction a soutenu Boutefflika jusqu'au bout, tient son congrès. Ou plutôt, la bureaucratie se réunit, empêchant la tenue d'une véritable instance syndicale de débats et de décisions : 500 délégués triés sur le volet, parce que sur les 161 membres du conseil national, 100 s'opposaient à la direction Sidi Saïd et aux conditions d'organisation du congrès, comme les wilayas de Béjaïa, Ouargla, Tlemcen, Saïda et Tizi Ouzou et plusieurs fédérations au sein des wilayas officiellement non dissidentes.



Les bureaucrates saluent affectueusement Sidi Saïd qui a arrangé son départ (la presse algérienne annonce qu'il manque 34 milliards de centimes dans les caisses de l'UGTA) et sa succession : ils désignent Salim Labatcha, ancien député du PT, comme secrétaire général. Le nouveau SG de l'UGTA transpire la haine de la révolution et l'amour pour le gourdin de l'État bourgeois. Il est connu pour être très proche de certains membres de l'oligarchie notamment Baha Eddine Tliba. Au cours de son mandat à la tête de la Fédération de l'agro-alimentaire, un secteur privatisé à 100 %, il s'est distingué par la suspension de syndicalistes et la dissolution de ce qui restaient de sections syndicales. Il préconise la convocation d'une élection présidentielle.

Il faut aller vers une présidentielle au plus vite... L'élection d'un président élu démocratiquement, d'un gouvernement légitime permettra de prendre les décisions sur des dossiers qui sont en souffrance. (Salim Labatcha, *EBourse*, 1^{er} août 2019)

Répondant aux aspirations de la fraction majoritaire de la bourgeoisie, le 2 septembre, lors d'une visite d'unités militaires dans le sud du pays, Salah annonce que le processus devant conduire à l'élection présidentielle sera lancé le 15 septembre avec la convocation du corps électoral, la possibilité de déposer les dossiers de candidature et le lancement de la campagne. Cette élection devrait, selon le général, se tenir le 12 décembre.

POUR LA VICTOIRE DU HIRAK, POUR LA RÉVOLUTION SOCIALE

Le 3 septembre, la manifestation des étudiants assiège l'Assemblée nationale populaire (ANP) aux cris de « *Dégagez !* ». L'idée d'une grève générale fait son chemin. Le 25 septembre, le tribunal militaire condamne Hanoune à 15 ans de prison ferme !

Malgré les mesures d'intimidation policière et le blocage des routes menant à Alger, la manifestation du vendredi 20 septembre a été gigantesque dans la capitale.

C'était un 31^e vendredi de défi, d'affirmation, de résurrection même. Hier, les Algériens étaient beaucoup plus nombreux que les semaines précédentes, où déjà la mobilisation avait connu un net regain par rapport à l'été. Ils ont marché dans la capitale pour réclamer, une nouvelle fois, le départ du « système » et pour rejeter le processus électoral en cours. (*El Watan*, 21 septembre 2019)

Ce même jour, en Égypte, bravant l'état d'urgence permanent, la répression, des manifestants au Caire, à Alexandrie, Al-Mahalla, Damiette et à Suez ont conspué Sissi et le régime des militaires. En Égypte, comme en Algérie, le courage et la détermination ne manquent pas.

Fait défaut un parti ouvrier révolutionnaire capable dans ce processus révolutionnaire de conduire la lutte pour le pouvoir des travailleurs des villes et des campagnes. Il exigerait la rupture de toutes les organisations ouvrières

(UGTA, CSA, PT...) avec la bourgeoisie, avec tous ses partis, avec son régime (pas de transition organisée par la bourgeoisie libérale avec l'armée comme au Soudan !). Il pousserait à l'auto-organisation des ouvriers, des employés, des étudiants, des paysans pauvres, des femmes, des Kabyles. D'ores et déjà, les comités constitués dans les localités, les universités, les sections syndicales non inféodées doivent se concerter à l'échelle des localités, des wilayas, de tout le pays.

Il faut la représentation des masses en lutte et non une assemblée constituante. Ce mot d'ordre n'est progressiste que dans un pays qui n'en a jamais eu et qui n'a pas eu d'élections libres. Ce n'est pas vraiment le cas de l'Algérie qui a connu les deux. En tout cas, il faut éviter le replâtrage de l'État bourgeois, comme en Tunisie, via une « assemblée constituante souveraine ».

Pour que soient satisfaites les revendications démocratiques et sociales urgentes, le pouvoir doit revenir aux masses, pas à la bourgeoisie. Pour que le futur gouvernement des travailleurs puisse survivre, il faudra que la révolution s'étende aux pays voisins et dans les pays du Sud de l'Europe, ce que facilitera la présence de travailleurs d'origine algérienne.

À bas le régime et le pouvoir du général Salah !

Aucun dialogue avec le gouvernement bourgeois ! Rupture immédiate des dirigeants politiques des partis et syndicats se réclamant des travailleurs avec ce gouvernement et les diverses forces bourgeoises ! Contrôle de l'UGTA par les salariés !

Annulation de la condamnation de Louisa Hanoune ! Libération de tous les prisonniers politiques ! Aucune poursuite contre les manifestants ! Droit de se réunir, de s'organiser ! Liberté de la presse et de tous les médias !

Grève générale jusqu'à la chute du régime ! Services d'ordre et auto-défense des manifestations et des grèves !

Abolition de la présidence de la république ! Dissolution des corps de répression de l'État algérien (armée professionnelle, police, services secrets) !

Laïcité de l'État ! Égalité pour les femmes ! Respect des droits des Berbères jusqu'au droit de se séparer !

Comités d'action dans les entreprises, les facultés, les villes, les quartiers ! Élection des délégués et centralisation de ces comités en un comité central de la lutte !

Des emplois et des logements pour tous ! Expropriation des grandes entreprises privées !

Gouvernement ouvrier et paysan ! Fédération socialiste du Maghreb ! États-Unis socialistes de la Méditerranée !

25 septembre 2019

ARMÉE TURQUE, HORS DE SYRIE !

Le 6 octobre, le président des États-Unis Trump s'entretient par téléphone avec le président de la Turquie Erdoğan puis il ordonne le retrait des « forces spéciales » de l'armée étasunienne du nord-est de la Syrie de la frontière. Cette zone avait été reprise à l'EI par le PYD kurde de Syrie et ses milices YPG qui avaient affronté les islamistes à partir de 2013. Les YPG ont reçu l'aide de l'armée américaine à partir de 2016.

Le 7 octobre, l'armée turque rassemble des troupes à la frontière entre la Syrie et la Turquie. Le 9 octobre, le ministre des affaires étrangères russe Lavrov se prononce contre toute émergence d'un État kurde. Le même jour, après des bombardements intenses, l'armée turque envahit pour la troisième fois en trois ans la Syrie en s'appuyant sur « l'Armée nationale syrienne » composée de débris de l'ASL syrienne et surtout d'islamistes que des charlatans pseudo-trotskyistes (LOI d'Argentine, CWG de Nouvelle-Zélande, RKOL d'Autriche...) présentaient comme « révolutionnaires ». L'invasion décidée par le gouvernement de l'AKP islamiste reçoit le soutien du clergé musulman (les 60 000 mosquées diffusent la « prière de la reconquête »), les grands médias et tous les autres partis bourgeois (MHP, CHP, İYİ...)

Toutes les organisations ouvrières de Turquie, de Syrie et de tous les pays doivent se prononcer contre l'invasion par la Turquie et ses supplétifs islamistes des zones de peuplement kurde de la Syrie.

Le mouvement ouvrier turc, vu la guerre que mène l'État bourgeois turc contre sa minorité kurde, doit se prononcer en outre pour le droit à l'indépendance du Kurdistan actuellement rattaché au territoire turc : c'est le seul moyen d'unir la classe ouvrière de toute la Turquie.

Le mouvement ouvrier syrien, irakien et iranien doit se prononcer pour le droit à l'autodétermination des minorités kurdes et le droit à former un État kurde unifié : c'est le seul moyen d'unir la classe ouvrière dans ces États.

Au Proche-Orient, la lutte contre l'oppression nationale dont sont victimes les Kurdes ne peut pas être laissée aux mains des cliques petites bourgeoises (PKK, PYD...) ou bourgeoises (PDK, UPK). Tous les partis nationalistes remettent le sort des peuples kurdes soit à telle ou telle puissances régionale en rivalité (Turquie, Iran, Israël...), soit aux puissances impérialistes (États-Unis, Russie...). La classe ouvrière, en luttant pour la révolution socialiste, est la seule capable de lutter sincèrement pour les droits des peuples opprimés (Palestiniens, Kurdes...) et des minorités religieuses de toute la région.

Front unique ouvrier pour le retrait de l'armée turque de la Syrie !

11 octobre 2019

CoReP (Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie)
IKC (Espagne)



AVANT-GARDE

trimestriel du CoReP au Canada
imprimé par le Groupe marxiste internationaliste (CoReP en France)

supplément à *Révolution communiste* n° 37
directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : 2273-8762

contact : corepcanada@tutanota.com

site du CoReP en allemand, anglais,
catalan,
espagnol, français, turc... :

revolucionpermanente.com

site du GKK / Autriche :

klassenkampf.net

site du GMI / France :

groupe-marxiste.info

site de PD / Turquie :

patronsuzdunya.com

ABC DU MARXISME : LES ÉLECTIONS

Tous les États bourgeois des pays avancés se présentent comme une démocratie représentative, quelle que soit leur forme du pouvoir, parlementarisme ou présidentia- lisme : suite à des élections, des représentants sont élus pour prendre le contrôle des fonctions exécutives ou législatives de l'État. Les différents partis expriment au parlement les intérêts de différentes fractions de la bourgeoisie et proposent des solutions différentes à ses rapports avec ses exploités et avec les autres États.

L'État reste un instrument de domination au service de la classe dominante. Tant que les capitalistes ne seront pas renversés, que le capital ne sera pas exproprié et que les prolétaires seront exploités, la classe bourgeoise sera dominante par sa propriété des moyens de production, par son contrôle des médias de masse, des hiérarchies religieuses, de l'école... et l'État restera bourgeois.

Cela est d'autant plus vrai dans la période impérialiste, la période où de grands groupes capitalistes naissent de la centra- lisation et de la concentration du capital et resserrent leurs liens avec l'État. Le parlement joue un moindre rôle.

En ce sens, malgré « les changements » de gouvernement, les institutions représ- sives des États bourgeois, telles la police et l'armée, se maintiennent. Les élus n'en sont que les représentants dont l'existence, et par là-même la conscience, sont intimement conditionnées à l'exploitation du prolétariat et à l'oppression des masses.

La classe capitaliste peut se passer parfois, et non sans risque, de sa démocratie parlementaire lorsque la lutte des classes le lui impose. Elle accepte de laisser un dic- tateur militaire écraser la révolution, un chef bonapar- tiste arbitrer entre les classes fondamentales, un aventu- rier à la tête d'un parti fasciste résoudre l'incapacité de ses partis traditionnels à diriger l'État.

Les révolutionnaires opposent à la démocratie bour- geoise le modèle de la Commune de Paris ou des soviets russes, assemblées de travailleurs exerçant un pouvoir aussi bien législatif qu'exécutif. Les élus y sont révo- cables à tout moment, sous mandat impératif et pas payés plus que la moyenne de leurs mandants.

Toute lutte de classe conséquente est une lutte pour le pouvoir. Aussi, les révolutionnaires ne présentent des candidats aux élections et ne participent au parlement que comme prolongement de leur activité révolution- naire : préparer le renversement de la bourgeoisie, le pouvoir des travailleurs.

Les élections constituent une occasion de se compter, de mesurer l'état de la lutte de classe. Les résultats des élections, l'action parlementaire et locale doivent n'avoir pour objet intangible que la défense des intérêts

des exploités et semi-exploités, la critique vive et sans faille du capitalisme pourrissant, des gouvernements bourgeois et de leurs adjoints au sein du mouvement ouvrier.

L'objectif n'est pas l'illusion de remplacer la révolution sociale par une combinaison parlementaire, mais de se servir des assemblées comme tribune pour s'adresser à la plus grandes masse de travailleurs, même les plus remplis d'illusions dans la démocratie bourgeoise.

Force est de constater qu'aucun parti se réclamant de la révolution mondiale et capable de mener une telle poli- tique n'existe depuis la destruction par le stalinisme de l'Internationale communiste. La situation mondiale est marquée par les nombreuses défaites du prolétariat dont

les responsables sont les partis « travaillistes », « socialistes » ou « communistes » censés le représenter qui le trahissent, directement lorsqu'ils sont « au pouvoir », ou indirectement lorsqu'ils sont dans l'opposition parlementaire, avec l'aide des dirigeants syndicaux corrompus qui refusent de soutenir une lutte ouverte contre le capitalisme et empêchent toute forme de pouvoir ouvrier.

En l'absence de parti révolutionnaire à même de présenter ses propres candidats, les communistes sont contraints, afin de construire un parti ouvrier révolution- naire, d'appeler à voter pour des partis d'origine ouvrière malgré leur programme quand ils s'opposent à des can- didats des partis bourgeois. Le but est de montrer que le parlementarisme est une impasse et que ces partis ou- vriers bourgeois trahissent.

La situation actuelle se caractérise principalement par une suraccumulation du capital, une menace de rétré- cissement du marché mondial, ce qui conduit aussi bien au renforcement de l'exploitation qu'à la rivalité inter- impérialistes, avec comme corollaire un développement inquiétant du chauvinisme, de la xénophobie et la résur- gence de formes de fascisme. Le capitalisme pourrissant s'enfonce dans la réaction la plus noire. Ni les élections et les référendums, ni les partis « réformistes » et les bu- reaucraties syndicales, ne peuvent l'empêcher car ils défendent le capitalisme national (PS français, Syriza grecque, etc.) et divisent ainsi les travailleurs. Aussi, l'ob- jectif prioritaire de tous les militants conscients reste de construire une internationale ouvrière révolutionnaire et des partis ouvriers révolutionnaires dans tous les pays, pour participer à la lutte de ceux qui n'ont que leur force de travail pour survivre et les mener à la prise de pou- voir. De tels partis pourront présenter aux élections na- tionales et locales des candidats avec un programme dont la perspective clairement assumée est le renverse- ment du capitalisme, le gouvernement des travailleurs et l'instauration du socialisme mondial.

